

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 19/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SNCF VOYAGEURS**

1 RUE CAMILLE MOKE  
93200 Saint-Denis

Références : UDRD.2025.09.T.498  
Code AIOT : 0005802490

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS implanté 1 Rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site SNCF VOYAGEURS Technicentre Industriel Rouen Quatre Mares à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY suite à la déclaration le 29/08/25 d'un déversement accidentel de 800 L d'un produit de refroidissement dans la Seine via le réseau des eaux pluviales du site qui s'est produit le 25/08/2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF VOYAGEURS
- 1 Rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005802490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SNCF Voyageurs - Technicentre Rouen Quatre Mares est spécialisé dans la rénovation et la maintenance de matériel ferroviaire: locomotives électriques, essieux, bogies, moteurs diesel, pièces polyester... Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Inspection généraliste produits chimiques
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.5.1.	Demande d'action corrective	15 jours
2	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.4.1. et 7.4.1.2.	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rétention du stockage fixe	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.4.4. et 7.4.6.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.3.1.	Demande d'action corrective	15 jours
5	Mise à jour du plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur le site suite au déversement accidentel a permis d'identifier des lacunes dans la procédure de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de déversement accidentel de produits dangereux pour la santé ou l'environnement ou en cas d'incendie, notamment :

- le réseau d'eaux pluviales du site est équipé de vannes permettant de l'obturer pour éviter un déversement dans le milieu naturel mais celles-ci ne sont pas signalées ni maintenues en bon état de fonctionnement. Leur existence n'est pas connue du personnel ;
- la zone de déchargement des réservoirs mobiles de liquides dangereux n'est pas mise sur rétention ;
- la rétention du réservoir fixe de liquide de refroidissement n'est pas entretenue de façon à garantir que le volume libre dans la rétention est toujours suffisant pour prévenir un débordement en cas du rupture du réservoir.

L'inspection propose donc à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter **dans un délai de 3 mois** l'article 7.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 qui dispose notamment "L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.").

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déclaration d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le vendredi 29/08/2025, l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection un formulaire de notification d'accident relatif à un déversement dans la Seine via les eaux pluviales de 800 L d'un liquide de refroidissement classé dangereux pour la santé humaine qui s'est produit le lundi 25 août 2025 à 13h30. L'évènement a duré environ 30 min.  <b>Observation de l'inspection :</b> <b>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'accident doit être notifié à l'inspection « dans les meilleurs délais ». Le délai de 4 jours n'est pas adapté dans ce cas. L'exploitant aurait du informer l'inspection plus rapidement pour que des mesures puissent être prises le cas échéant pour protéger la population ou l'environnement.</b>  <u>Déroulé de l'évènement :</u>  Lors de la manipulation d'une pièce détachée très volumineuse avec un chariot élévateur sur l'aire de déchargement située face au magasin dans la partie Sud du site, la fourche du chariot élévateur a percé un récipient d'1 m <sup>3</sup> d'un liquide de refroidissement antigel contenant de l'éthylène glycol (Coolelf®). La fiche de données de sécurité (FDS) du produit transmise par l'exploitant indique que ce produit est classé comme dangereux pour la santé humaine avec la mention de danger H373 (Risque présumé d'effets graves pour les organes (reins) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée).  L'écoulement a commencé lorsque la fourche s'est retirée du réservoir. Le personnel présent à proximité s'en est rendu compte immédiatement et a incliné le réservoir pour diminuer le volume de l'écoulement. Le sol de cette aire de stockage étant étanche, les agents ont utilisé des boudins et des absorbants pour essayer de confiner le plus de liquide possible mais la majorité du produit s'est écoulé vers un regard d'eaux pluviales situé dans un coin de l'abri, derrière un poteau. Le personnel n'a pas identifié assez rapidement la présence de ce regard de récupération des eaux pluviales pour penser à l'obturer.

Les autres actions menées par l'exploitant sont de l'ordre de la protection de son personnel notamment le rinçage des agents exposés, un appel du 15 pour avis médical et le changement des EPI.

Sur le site, les eaux pluviales sont traitées par un déshuileur/débourbeur avant rejet dans la Seine via l'égout Saint Yon. Toutefois, le produit déversé étant miscible à l'eau, ce traitement est inefficace.

Dans son rapport, l'exploitant identifie comme cause de l'accident :

- une visibilité réduite lors de la manœuvre avec le chariot élévateur d'une pièce très volumineuse ;
- un stockage de produit en réservoirs mobiles alors qu'habituellement il est livré par un camion citerne dans un réservoir fixe placé sur rétention. Cette commande exceptionnelle fait suite à un dysfonctionnement de la jauge de ce réservoir fixe ;
- un stockage de produits liquides dangereux dans la zone de transit en absence de rétention.

Il identifie également les actions correctives suivantes :

- réparation de la jauge du réservoir fixe de liquide de refroidissement ;
- procédures pour la mise en rétention des liquides dangereux dans la zone de déchargement ;
- sensibilisation et partage de l'analyse aux caristes.

L'exploitant a donc transmis à l'inspection un rapport d'accident comprenant les informations demandées dans un délai de 4 jours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors de la visite, de nouvelles actions correctives ont été identifiées. L'exploitant transmettra sous 15 jours un rapport d'accident mis à jour avec l'ensemble des actions à entreprendre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.4.1. et 7.4.1.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déversement accidentel

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention

[...]

Article 7.4.1.2. Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

#### **Constats :**

La zone de transit sous abri où s'est produit l'accident est régulièrement utilisée pour le déchargement de réservoirs mobiles de liquides dangereux avant leur stockage dans le magasin ou dans l'atelier où ils sont utilisés. La quantité habituelle livrée d'après le personnel du magasin est de 12 récipients d'1 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que cette zone n'est pas munie d'une rétention. En cas de percement d'un récipient, les liquides s'écoulent donc directement vers les eaux pluviales du site par au moins un regard situé au coin Nord-Ouest du auvent. C'est ce qu'il s'est produit lors de l'accident.

L'inspection a constaté la présence de 2 kits antipollution, un à proximité de la zone de déchargement dont certains éléments ont été utilisés pendant l'accident et un à l'intérieur du magasin, près du stockage pérenne de produits liquides dangereux. Aucun de ces deux kits ne contenait de dispositif capable d'obturer un regard d'eaux pluviales. Par ailleurs, une consigne de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel était affichée sur ces kits. Cette consigne ne mentionnait pas les vannes à actionner pour confiner les eaux pluviales et faisait apparaître des numéros de téléphone qui ne sont plus utilisés sur le site.

L'inspection s'est rendue à proximité du déshuileur/débourbeur par lequel transitent les eaux pluviales du secteur où s'est produit l'accident et a constaté que le réseau était équipé d'une vanne guillotine destinée à stopper l'écoulement des eaux pluviales de ce secteur du site avant déversement dans l'égout Saint Yon. Toutefois le personnel qui est intervenu lors de l'accident n'avait pas connaissance de ce dispositif. S'il en avait eu connaissance, l'exploitant a indiqué que le personnel aurait dû appeler le service de maintenance pour faire actionner la vanne. Toutefois, les agents du service de maintenance, bien qu'ayant mis en œuvre un système d'astreinte, ne sont pas présents sur le site en permanence lorsque celui-ci est en activité.

Pendant la visite, l'inspection a demandé à son interlocuteur de fermer la vanne de confinement des eaux pluviales du secteur concerné par l'accident. L'inspection a constaté que la présence de la vanne n'était pas signalée. Aucun affichage n'expliquait son fonctionnement. Les regards pour visualiser la vanne et actionner son mécanisme étaient situés sur des voies de circulation du site. La manœuvre de la vanne nécessitait donc un balisage pour protéger les personnes en cours d'intervention. Un outil de type pied de biche était nécessaire pour soulever les regards. Celui-ci n'était pas disponible à proximité du regard.

L'exploitant a réussi à soulever le petit regard pour insérer la clef stockée à proximité. Celle-ci n'était pas de la bonne taille pour actionner le mécanisme. Une tubulure en PVC recouvrant l'intérieur du regard (probablement pour guider la clef) était inclinée et gênait également l'introduction de la clef. Enfin, le mécanisme de la vanne était grippé.

L'exploitant a donc fait intervenir le service de maintenance qui a réussi à fermer la vanne après un réajustement de la tubulure, le changement de la clef et un graissage abondant du mécanisme actionnant la vanne. L'ensemble de la manœuvre a nécessité plus de 30 min, ce qui n'est pas compatible avec la cinétique rapide du déversement accidentel. En l'absence de pluie, l'inspection n'a pas pu constater l'étanchéité de la vanne même si celle-ci était fermée.

L'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas de plan de maintenance pour les vannes de confinement des eaux pluviales ni de consigne écrite pour leur fermeture en cas de pollution des eaux pluviales lors d'un déversement ou d'un incendie.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les installations n'apparaissent pas conçues, entretenues et exploitées de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. <b>L'inspection propose donc à M. le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'entreprise SNCF VOYAGEURS de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 <u>dans un délai de 3 mois.</u></b></p> <p>Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• place la zone de déchargement sur rétention. Le volume de rétention doit être adapté au volume susceptible d'être stocké dans cette zone pour recueillir au moins 50% de la somme des volumes de produits stockés;</li> <li>• met à disposition des plaques/tapis permettant d'obturer les regards d'eaux pluviales dans ses kits antipollution;</li> <li>• rédige une consigne permettant de prévenir, même en cas d'accident, le déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel;</li> <li>• forme son personnel sur cette consigne et revoit son organisation pour permettre sa bonne application en tout temps (y compris en l'absence des agents de maintenance sur le site) ;</li> <li>• met en œuvre un affichage pour signaler les vannes et met à disposition à proximité les bons outils pour les manœuvrer;</li> <li>• met en œuvre un programme de maintenance des vannes guillotines pour garantir leur efficacité avec enregistrement des interventions sur un registre dédié.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rétention du stockage fixe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.4.4. et 7.4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déversement accidentel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.4.4. Rétention et confinement</p> <p>I . Tout stockage fixe ou mobile contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

<p>[...]</p> <p>III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>7.4.6. Règles de gestion des stockages en rétention</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur le lieu de stockage fixe de liquide de refroidissement. Ce stockage extérieur est constitué de 2 cuves de 20 m<sup>3</sup> placées sur une rétention maçonnée. Lors de la visite, la rétention contenait de l'eau sur une épaisseur d'au moins 30 cm malgré le temps particulièrement sec des dernières semaines. Le volume disponible est donc susceptible d'être insuffisant en cas de rupture d'une cuve de 20 m<sup>3</sup>. L'exploitant n'a pas indiqué le volume de la rétention. Il ne dispose pas d'une procédure pour s'assurer que le volume disponible est suffisant. Il a expliqué à l'inspection que le service de maintenance venait de temps en temps vider l'eau stagnant dans la rétention sans fréquence prédéfinie et sans traçabilité de cette action.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Sous 7 jours,</b> l'exploitant vide la rétention et la nettoie (voir point de contrôle sur la propreté). Il justifie à l'inspection que le volume de la rétention est suffisant pour recueillir le volume d'une cuve de 20m<sup>3</sup> en cas de déversement accidentel. Il justifie également qu'il a bien réparé la jauge défectueuse à l'origine du stockage temporaire.</p> <p><b>Sous 1 mois,</b> il prend les dispositions nécessaires (procédures, indicateur de niveau, fréquence de vérification et de vidange...) pour s'assurer qu'il a en tout temps un volume disponible de 20 m<sup>3</sup> dans sa rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Propreté

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.3.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de mégots dans la rétention du réservoir fixe de Coolelf et à</p>



proximité. Des traces de produit étaient aussi présentes au sol, sur le bas des murs et aux abords immédiats du local contenant les pompes destinées à répartir le produit dans les différents ateliers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Sous 15 jours** l'exploitant nettoie la rétention située sous le réservoir de Coolelf ainsi que le sol, les murs et les abords du local attenant contenant les pompes. Il prend toutes les dispositions pour que l'ensemble soit maintenu propre à l'avenir notamment en vérifiant l'étanchéité des systèmes de répartition et en faisant respecter l'interdiction de fumer en dehors des zones destinées à cet usage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Mise à jour du plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.

**Thème(s) :** Autre, plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Le plan des réseaux d'eaux présentés à l'inspection lors de la visite date de 2012. L'exploitant n'a pas pu présenter un plan mis à jour suite aux travaux réalisés sur le réseau d'eaux pluviales en 2019 (ajout de séparateurs d'hydrocarbures). Le plan présenté ne fait pas apparaître les vannes de sectionnement du réseau d'eaux pluviales.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet **sous 1 mois** un plan des réseaux d'eaux à jour et présentant **lisiblement** l'ensemble des éléments prescrits, notamment l'emplacement de tous les déshuileurs/débourbeurs du site, les secteurs collectés (l'exploitant pourra utilement distinguer les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées) ainsi que les vannes de sectionnement du réseau d'eaux pluviales.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois